

Le Marché commun n'est pas une menace. Le Japon n'est pas une menace. Leurs exportations sont dans l'ensemble exclues par la nature même de la politique monétaire qu'applique le gouvernement, à dessein, j'en suis sûr. Pour le gouvernement ou pour le chef de l'opposition, il est absolument insensé, dans les circonstances actuelles, de tenter de convaincre la Chambre de la nécessité d'aider les fabricants canadiens au moyen des deniers publics.

Voyez ce qui se passe dans l'industrie de l'automobile. Les prix de certaines automobiles japonaises ont augmenté de 300 dollars, c'est-à-dire plus de 10 p. 100 de leur ancien prix, je ne sais pas quel serait le pourcentage exact. Il y a deux jours, le député de Oshawa-Whitby (M. Broadbent) a demandé pourquoi le prix des voitures canadiennes avait subi la même augmentation et ce que le gouvernement entendait faire à ce sujet. Aucune explication satisfaisante n'est venue des ministériels. La raison pour laquelle les voitures canadiennes ont subi la même augmentation est la suivante: Les voitures japonaises ont augmenté et les fabricants ont saisi cette occasion qui leur était ainsi offerte. Or, le gouvernement ne fait rien pour protéger les intérêts des consommateurs canadiens. Au contraire, il propose des mesures qui aggraveront la situation. Il propose de donner la becquée à des industries qui ont publiquement menacé le chef de l'opposition. Dans une lettre de la Chambre de Commerce du Canada, celles-ci ont dit au chef de l'opposition qu'il ferait mieux de rentrer dans le rang et d'appuyer ce bill infâme présentement à l'étude. C'est alors que l'on a annoncé qu'il appuierait le bill. Monsieur l'Orateur, ce bill est une dague qui vise le cœur des Maritimes et de l'Ouest du Canada. Il aidera les entreprises productrices d'engrais de l'Ouest qui font présentement l'objet d'une enquête en matière de pratiques monopolisatrices et de fixation de prix.

Le prix du combustible vendu aux agriculteurs, combustible indispensable à l'exploitation de leur ferme, a augmenté de 8 à 10 p. 100. Pour quelles raisons ces prix ont-ils tant augmenté? Pour la même raison que les prix des voitures ont augmenté. Il y a eu élargissement de l'écart de prix à l'étranger et les producteurs de pétrole se sentent en droit d'exiger plus des consommateurs canadiens. Le salaire des ouvriers dans ces usines n'a pas augmenté, et s'il l'a fait, les fabricants n'en ont pas parlé. Mais il en résulte que les producteurs du secteur primaire doivent payer plus cher certains produits essentiels. Le ministre a dit s'inquiéter de ces producteurs; si c'est le cas, alors qu'attend-il pour les aider?

● (1550)

Le ministre nous a dit, à la Chambre, ce qui est en jeu. Comme en fait foi le hansard à la page 4727, il a repris un extrait de son exposé budgétaire et déclaré ceci:

Ce qui est en jeu, ce n'est pas le bien-être des sociétés et de leurs actionnaires, mais bien celui de tous les Canadiens. Ce qui est en jeu, c'est des centaines de milliers d'emplois qui dépendent aujourd'hui de la survie de nos industries de fabrication et de la conservation des emplois qu'elles procurent. C'est aussi les centaines de milliers de bons emplois permanents qui seront demain nécessaires dans tout le Canada pour nos nouveaux travailleurs dans le secteur de la fabrication et dans les industries de soutien. Il est essentiel que nous comprenions tout ce qui est en jeu. Voilà pourquoi, le gouvernement et moi-même tenons à l'adoption de ces mesures.

Je doute fort que ce soit vraiment ce qui est en jeu, monsieur l'Orateur, mais si ce l'est alors le gouvernement s'y prend bien mal pour répondre à la nécessité de créer de nouveaux emplois. La façon de garder les travailleurs dans l'industrie de fabrication de machines agricoles c'est d'en faire produire aux usines de Brantford, de Hamilton et de

Loi de l'impôt sur le revenu

Toronto et d'ensuite les expédier aux cultivateurs qui veulent en acheter. Certains cultivateurs de ma province cherchent à s'en procurer mais n'en trouvent pas; la situation doit sûrement être la même en Ontario, au Québec, au Manitoba et dans les autres provinces. La Saskatchewan n'est certes pas la seule province où les fermiers ne peuvent en acheter, car il n'y en a pas.

Le ministre sourit. Il a modifié le tarif sur les importations de bétail des États-Unis. Peut-être aimerait-il lire, ou faire lire à l'un de ses aides, un article de la revue *Cattlemen*, selon lequel cette initiative a encouragé simultanément des importations plus élevées de bétail d'engraissement vers les États-Unis, et des exportations plus élevées de bétail abattu des États-Unis au Canada. C'est donc dire que par suite des politiques du gouvernement, nos industries de transformation de l'Ouest ne seront vraisemblablement pas plus mais moins occupées qu'auparavant. D'après cette revue, nous importons des É.-U. du bœuf abattu en quantité inégale et les éleveurs de bétail canadiens reconstituent de moins en moins leurs troupeaux à cause de leur situation concurrentielle désavantageuse avec les éleveurs américains. Comme le dit la revue: «La situation devient critique pour l'éleveur».

Je pense sérieusement que le ministre devrait examiner les résultats de sa politique. L'une des principales concessions fondamentales dont bénéficiaient les éleveurs, le troupeau de base, leur a maintenant été retirée parce que le ministre nous a assuré que cette concession était inutile. Pourtant, il n'a pas réussi à convaincre la revue *Cattlemen* qui énonce maintenant les chefs d'accusation suivants contre le gouvernement:

1. Début 1972, l'éleveur de vaches et de veaux est la cible. Le gouvernement fédéral, dans ses nouvelles lois fiscales, a retiré les dispositions concernant le troupeau de base aux éleveurs de bovins de race pure et de bovins de commerce...
2. L'administration de la santé du gouvernement fédéral a suspendu l'utilisation du diéthyle-stilbestrol alors que les éleveurs de bétail américains ont continué de l'utiliser...
3. Le gouvernement fédéral a supprimé le droit de douane qui frappait les importations de bœuf des É.-U.

Voilà, monsieur l'Orateur, comment le gouvernement traite l'agriculture, l'un des plus grands producteurs d'emploi de la nation. Pendant que le gouvernement fédéral agit de cette façon, le gouvernement provincial de la Saskatchewan doit acheter des actions dans une conserverie afin de s'assurer quelle continuera à exercer son activité dans cette province. Dans son discours du 14 juin, le ministre a dit combien l'industrie alimentaire le préoccupait. Voici ce qu'il a dit à la page 4763:

Mais les pressions inflationnistes les plus fortes que nous subissons actuellement ont des origines internationales. Les augmentations massives qui se sont produites au Canada et à l'étranger ont été provoquées par un relèvement brutal des prix des denrées alimentaires.

Magnifique! Merveilleux! Le problème est que ceci n'est qu'à demi vrai; ce ne sont pas là exactement les faits. Je viens d'indiquer ce qui est arrivé dans l'industrie du bœuf. Cela ralentira la production bovine. Il y a d'autres excellents exemples. Un des plus récents fut la décision prise il y a plus d'un an par le gouvernement d'abattre deux millions de poules et de donner aux producteurs une compensation. Quel en fut le résultat? Moins d'œufs, moins de poulets à griller, ou des deux? La volaille a connu une des plus fortes hausses de prix. Pourquoi le gouvernement a-t-il pris une telle mesure? Parce qu'il avait deux solutions. Soit réduire l'offre et faire monter le prix du marché, soit payer des subventions aux producteurs pour qu'ils ne souffrent pas d'une perte complète et ne fassent